



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Ce-n-est-pas-le-systeme-bancaire>

Éditorial

# Ce n'est pas le système bancaire qu'il faut sauver...

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2008 - N° 1091 - octobre 2008 -

Date de mise en ligne : vendredi 31 octobre 2008

## Description :

Marie-Louise Duboin s'indigne de voir les États-Unis voler au secours des banques au détriment des populations, et dénonce la duperie du "discours de Toulon".

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

Il faut absolument sauver, dit-on, le système bancaire, que ses propres excès conduisent à la catastrophe ! Et on va vite trouver pour cela des centaines de milliards de dollars, quitte à saigner les peuples et à paralyser leurs économies, alors que pour sauver les populations déshéritées, les millions nécessaires restent toujours introuvables !! Ce monde est fou !

Et les esprits sont paralysés par la terreur : on ne peut pas se passer du système bancaire ! De lui dépend toute l'économie du monde, elle ne pourrait pas fonctionner sans lui ! C'est oublier que ces milliards de dollars ne sont rien, des chiffres que plus rien ne relie à la réalité ! Ouvrez les yeux car la preuve est manifeste : la "perte" de ces milliards n'a pas fait disparaître les richesses vraies, puisque les hommes et leurs moyens de production sont toujours là ! L'économie a donc tout ce qu'il lui faut pour fonctionner. Mais "pour de vrai", pas dans cet univers de symboles qui masque la réalité... Et si les conséquences de la crise sont énormes c'est parce que ce sont les investisseurs qui décident de l'économie du monde : leurs faillites se succèdent parce que la confiance en leurs crédits est tarie.

Contrairement à ce que le Président de la République a affirmé à son bon peuple, droit dans les yeux et la main sur le coeur, l'État n'a pas et n'aura pas les moyens « d'assurer la sécurité de son épargne face à l'échec du marché », pour une raison évidente : les États ont abandonné leur droit d'ouvrir des crédits dans l'intérêt général. Les lecteurs de Mais où va l'argent ? [1] l'ont compris, ils n'ont pas eu besoin de la catastrophe financière, partie des États-Unis l'an dernier, pour le découvrir.

Cette "crise" manifeste l'échec flagrant du dogme libéral. Nous conseillons la lecture du livre de Naomi Klein, La stratégie du choc [2], pour comprendre en quoi consiste ce dogme imposé par les élèves de l'économiste Milton Friedman, les "Chicago boys", et qui, depuis trois décennies, gouverne le monde ... pour son malheur.

Bien entendu, les tenants de cette idéologie vont faire tout ce qui leur est encore possible pour nier cet échec et maintenir les rapports de force qui les ont servis jusqu'ici. Tel est l'objectif du "plan géant de sauvetage" que le Secrétaire au Trésor américain voulait concocter avec le Président de la Fed et l'appui du Président et des deux candidats à sa succession. Mais pour racheter leurs actifs "toxiques" aux institutions de crédit, il faudrait que Trésor américain augmentât encore de quelque 2.000 milliards de dollars sa dette envers le reste du monde ! Or on imagine mal comment l'Administration américaine pourrait forcer les Américains à réduire leur train de vie, alors qu'ils vivent depuis longtemps aux frais des autres peuples, obliger ces derniers à continuer à les aider, et tout cela en maintenant la confiance dans le dollar ! Cette attitude ne peut qu'engendrer encore plus de violence. Jusqu'où oseront-ils aller ?

Le discours de Toulon de Sarkozy l'Américain [3] montre qu'il va tenter de profiter des difficultés qui s'annoncent pour faire passer sa politique sous la forme de ce qu'il appelle "les réformes nécessaires" ... et il prépare depuis longtemps (dans la police, dans la justice, Edvige [4] en est le dernier témoin en date) les mesures qui tenteront de réprimer la violence qu'elles vont évidemment susciter. Sa vindicte contre le capitalisme financier, les parachutes en or ou les paradis fiscaux, est purement verbale. Elle n'est destinée qu'à séduire ceux qui croient encore qu'on peut laisser le renard dans le poulailler, en le "régulant".

Ces réformistes partent en guerre pour remonter le temps. Ils rappellent, à juste titre, que l'hégémonie financière des États-Unis est la conséquence des accords de Bretton Woods, qui vit le triomphe de H.D.White réussissant [5] à faire échouer le projet de J. M.Keynes, qui comportait l'institution d'une monnaie internationale, le bancor. On va donc voir surgir de partout des propositions pour de "nouveaux Accords de Bretton Woods" corrigeant ceux de 1945, instituant une monnaie internationale, interdisant ceci, puis cela, etc, etc...

## Ce n'est pas le système bancaire qu'il faut sauver...

---

Mais même si de tels accords étaient passés, le système bancaire, sauvé de certaines eaux, troubles, trouverait de nouveaux moyens pour contourner les nouvelles règles, et il faudrait, indéfiniment, de nouvelles lois pour les contrer. Or l'humanité n'a plus le temps d'avoir à trouver toujours de nouvelles rustines pour colmater des fuites.

La preuve est maintenant faite que le financement de l'économie ne doit pas dépendre d'institutions privées qui décident des investissements en fonction du seul intérêt de leurs actionnaires. Dans une vraie démocratie, ces choix doivent être faits dans l'intérêt général, et pour cela il faut que ce soit par les peuples, ou leurs élus.

---

[1] publié aux éditions du Sextant, Paris, avril 2007.

[2] publié par Actes sud, en mai 2008. Voir l'analyse intitulée Le livre noir du libéralisme dans GR 1090, page 9.

[3] Voir l'article de J-P Mon dans GR1077, page 6.

[4] Voir GR1090, page 5, dans l'article État des lieux, de Christian Aubin. Et ne pas croire que de tels fichiers ne seront pas créés !

[5] Voir comment dans Mais où va l'argent ? pages 78 à 80.